

## **Bevington déclaration le projet d'acquisition de Nexen**

**le 2 octobre, 2012**

### **M. Dennis Bevington (Western Arctic, NPD):**

Monsieur le Président, je suis heureux de traiter de cette question et je vais partager mon temps avec le député de Winnipeg-Centre.

Nous discutons d'une motion affirmant que, de l'avis de la Chambre, le gouvernement ne devrait pas prendre de décision concernant le projet d'acquisition de Nexen par CNOOC sans d'abord procéder à des consultations publiques approfondies, et que ces audiences publiques accessibles devraient porter sur la propriété étrangère dans le secteur canadien de l'énergie en se concentrant particulièrement sur le rôle des sociétés d'État étrangères.

Jusqu'à maintenant dans ce débat, le gouvernement conservateur m'a appris qu'il n'avait tout simplement pas de politique ni d'orientation. Il n'est pas en mesure de prendre de décision dans l'intérêt public parce qu'il n'a pas de politique qui lui permettrait d'analyser ce que constitue l'intérêt public.

Aujourd'hui, dans le monde, les sociétés d'État sont la norme dans le secteur de l'énergie, que ce soit au Mexique, en Norvège, au Brésil ou au Venezuela — en fait, dans la majorité des pays de l'OPEP —, et 75 % de toutes les ressources pétrolières sont contrôlés par les États. C'est la réalité dans l'industrie pétrolière et gazière contemporaine. Seulement 7 % de toutes les réserves de pétrole et de gaz se trouvent dans des pays qui ne réglementent pas l'investissement dans ce secteur. De toute évidence, le Canada est une exception, en particulier parmi les pays exportateurs d'énergie.

Je pense que le Canada est le seul pays parmi les principaux exportateurs d'énergie qui ne réglemente pas l'investissement. Dans ce cas particulier, le Canada se démarque du reste du monde. Nous devons expliquer comment notre régime de concurrence, tel que les conservateurs nous le décrivent, fonctionnera à l'avenir pour nos enfants et pour nos petits-enfants. Quant aux réserves, 13 grandes sociétés pétrolières sont des sociétés d'État. La situation évolue dans le monde, mais que fait le Canada? Il reste embourbé.

Que pense-t-on de la question énergétique au Canada? En règle générale, les premiers ministres provinciaux comme les intervenants de l'industrie s'entendent pour dire qu'il nous faut une stratégie énergétique nationale. Dans tout le pays, son absence soulève de sérieuses inquiétudes. Les conservateurs se trouvent face à cette situation depuis six ans, depuis leur arrivée au pouvoir, et ils refusent de s'y attaquer. Ils n'ont encore rien fait.

Il serait plus facile d'appuyer un quelconque mode de propriété si nous nous entendions, au Canada, pour optimiser les avantages que nous offrent nos sources d'énergie non renouvelables et limitées. Ces ressources ne sont pas renouvelables. Elles sont limitées. Lorsque nous les exportons, il nous en reste moins. Notre compte de banque, celui de nos ressources, se vide progressivement. Quel avantage net les Canadiens peuvent-ils espérer tirer de cette situation?

En l'absence d'une stratégie énergétique nationale, quelles sont les conséquences de la philosophie de laissez-faire? Quels sont ses résultats dans le secteur des sables pétrolifères dont nous débattons aujourd'hui? On peut sans crainte de se tromper dire que cette philosophie est source de chaos et d'incertitude, parce qu'on passe sans arrêt d'une idée à l'autre. Il n'y a aucun contrôle, aucune compréhension des impacts environnementaux des sables pétrolifères. De fait, l'industrie elle-même a tourné le dos aux grandes agences qui ont été créées pour les étudier, affirmant qu'elles ne donneraient rien.

Prenez le cas de la valorisation du bitume, un important élément des sables pétrolifères, une importante source de revenus et d'avantages pour les Canadiens. En 2007, l'industrie était disposée à valoriser tout le pétrole au Canada. Elle était disposée à investir 100 milliards de dollars dans cette valorisation. Combien serait-elle prête à investir aujourd'hui? Rien du tout. Il n'y a aucune capacité de valorisation en vue aujourd'hui au Canada, et c'est une perte pour nous. Pourquoi l'industrie a-t-elle changé d'avis si rapidement? Qu'y a-t-il dans notre système qui permet un comportement aussi erratique?

(1340)

Il y a un manque de recherche efficace. D'après les chiffres, il se fait beaucoup moins de recherche dans les sables pétrolifères que dans la plupart des autres volets de la scène énergétique internationale. Pourquoi en est-il ainsi, quand on sait que les problèmes entourant l'exploitation des sables pétrolifères sont complexes, et que les choses se compliquent encore plus à mesure qu'on creuse plus profondément dans le sol? À l'occasion d'un petit déjeuner-causerie tenu ici, à Ottawa, avant les vacances d'été, un professeur de l'Université de Calgary a expliqué très clairement les problèmes qui surviendront à mesure que les sociétés minières creuseront de plus en plus profond dans les sables pétrolifères. Il a dit à quel point cela deviendra beaucoup plus difficile.

Et qu'en est-il de l'acheminement aux marchés? Nous proposons de construire un oléoduc vers les États-Unis dans le but de transformer le bitume dans de vieilles raffineries américaines conçues pour le pétrole lourd du Venezuela. En fait, BP vient de se voir refuser un permis d'exploitation pour l'une de ces usines de traitement situées aux États-Unis parce qu'elle ne respectait pas les normes environnementales. C'est une des idées que nous avons eues.

Une autre consiste à vendre le pétrole à la Chine, en Extrême-Orient, par l'entremise de l'oléoduc Northern Gateway, malgré que ce dernier fasse pratiquement l'unanimité

contre lui tout au long de son tracé. L'objectif est d'exporter du bitume brut en Chine, alors qu'en même temps, nous y envoyons du gaz naturel liquéfié. Nous allons les combiner là-bas, dans une usine de traitement. Comment cela peut-il être avantageux pour le Canada?

Nous avons une industrie aux prises avec des problèmes sérieux, des problèmes de relations publiques extrêmes à cause de la vente d'un produit que nous ne pouvons pas gérer. De plus, nous ne pouvons maximiser le rendement sur nos investissements. Nous gaspillons nos ressources dans des interventions rapides et polluantes dans les sables pétrolifères. Voilà ce qui se passe.

En tant que Canadiens, comment pouvons-nous décider aujourd'hui du bien-fondé de la cession d'une entreprise canadienne à une société d'État chinoise, alors que nous n'avons aucun plan à fournir aux gens qui vont prendre le relais; aucun plan qui leur précise ce que nous voulons qu'ils accomplissent s'ils s'installent ici, ou la façon dont nous voulons qu'ils contribuent au développement de notre pays? Il n'y en a pas.

Et qu'en est-il de nos voisins, les États-Unis? Que pensent-ils de cela? Les deux grands partis sont horrifiés à l'idée d'accorder aux Chinois des concessions pétrolières d'une étendue de 1,3 million d'acres dans le Golfe du Mexique. Pourquoi cela? Parce que les États-Unis comprennent la nature du pétrole extracôtier. Ils comprennent que le but de leur pays est d'exploiter les ressources de façon à favoriser son indépendance énergétique. Ils le savent très bien. Voilà pourquoi ils tiennent leur bout. Les Américains défendent les intérêts des États-Unis.

Il y a deux semaines, j'ai soulevé la question des concessions pétrolières dans l'Arctique. Nous venons d'accorder une concession de plus de 900 000 hectares carrés à une société qui n'a pratiquement aucun actif, une société dont nous savions pertinemment qu'elle allait simplement se retourner et la vendre à une tierce partie, peut-être les Russes, les Coréens ou les Chinois, qui possèdent des brise-glace et une capacité de forage en mer profonde.

Notre ministre a-t-il même le pouvoir de refuser une cession? Non. La Loi fédérale sur les hydrocarbures, qui régit le développement du pétrole du Nord, ne lui confère pas ce pouvoir. Il n'est pas habilité à refuser une cession.

À l'échelle du pays, nous laissons tomber nos enfants et nos petits-enfants en raison de notre laxisme vis-à-vis un secteur et une source d'énergie que tous les pays du monde défendent dans leur propre intérêt. Et pour cela, ils sont prêts à profiter de nous. Voilà ce qui se passe partout dans le monde.

Et le Canada dans tout cela? Il n'a ni stratégie, ni direction. Il flotte comme une feuille au vent. C'est un aveu terrible à faire ici, au Parlement.

En l'occurrence, nous avons la possibilité de changer cela. Si les conservateurs font cause commune avec nous et commencent à tenir des audiences publiques sur ces enjeux de la plus haute importance pour nous tous, cela peut faire toute la différence. Portez-vous à la défense du Canada. Osez le changement.